

SCIENCES ET SOCIÉTÉ : 50 ANS (ET PLUS) DE DIALOGUE À L'ORSTOM

par Louis PERROIS

Je voudrais, en quelques réflexions, esquisser une histoire, pourrais-je dire, épistémologique, de l'ORSTOM et montrer comment la *réalité de la recherche de base*, celle du "terrain", le terrain "colonial" d'abord puis le terrain du "développement" ensuite, a *largement contribué à façonner en quelques décennies cet outil original de la recherche française*, tant au point de vue du dialogue entre la société (en fait "les sociétés", Outre-Mer notamment) et la science (elle-même "plurielle"), que du dialogue entre les disciplines, celle de la nature puis bien vite celles de l'homme. En fait, pour l'ORSTOM notamment, c'est le dialogue entre société et science – la fameuse "demande sociale" – qui, par la complexité des questions à traiter, a conduit à un autre dialogue, celui des disciplines entre elles.

Je m'appuie pour l'essentiel de cet exposé sur plusieurs excellentes études d'histoire de l'ORSTOM, conduites à l'occasion du cinquantième, notamment celles de Christophe Bonneuil et Patrick Petitjean et de Hélène Launay (communications au récent colloque "Les sciences hors d'Occident au XX^e siècle", à l'UNESCO), ces deux articles étant eux-mêmes nourris de toute une série de documents officiels devenus historiques et tout spécialement des rapports annuels de l'ORSC (1946-1947) et de l'ORSTOM (rapport Combes, 1953).

1. BRÈVE HISTOIRE DE LA "DEMANDE SOCIALE" DU SUD AU XX^e SIÈCLE

Si aujourd'hui il semble admis que la recherche scientifique sous toutes ses formes est un outil important des stratégies de "développement" au sens large, l'analyse historique nous montre que pendant longtemps (au moins des années 20 aux années 50) ce n'était pas si clair.

La "science", durant cette période, devait être le "pilote de la production agricole". Dans cette perspective strictement utilitariste, la seule "science" admise était *l'agronomie* dont on supposait qu'elle pouvait à *elle seule* conduire à une productivité accrue, seul critère pertinent du développement à ce moment-là.

Ce point de vue réducteur fut progressivement remis en question par les praticiens mêmes de la "mise en valeur" des colonies, administrateurs, techniciens et scientifiques, qui prirent conscience de la com-



plexité des réalités et donc de la nécessité *d'élargir le champ des observations*.

Les deux congrès consacrés aux recherches scientifiques dans les territoires de la France d'Outre-Mer, celui de 1931 et celui de 1937, contribueront à cette évolution. Constitués en association, les chercheurs de l'époque, forts de la conviction que la science est toujours porteuse de progrès, n'ont aucun état d'âme — apparemment — pour s'impliquer dans la "mission civilisatrice" de la France, évoquée par les idéologues et les gouvernants.

Le dialogue "science-société" de toute cette période qui va jusqu'aux années 50 est largement intercepté par les structures coloniales, des secteurs public et privé, qui seules *formulent les questions* susceptibles de concerner les scientifiques.

La reconnaissance de "la science" et, au fil des années, "des sciences" particulières et spécialisées progresse, mais si les tutelles concernées souhaitent une recherche "organisée", "méthodique" et "stable", elles continuent à considérer comme superflues beaucoup d'initiatives individuelles et ponctuelles, qualifiées de recherches "en amateur".

Les spécialités scientifiques "reconnues", correspondant aux domaines qu'il convient d'étudier, sont, en 1937, les suivantes :

1. la cartographie
2. la physique du globe
3. les sciences de la terre
4. la botanique et ses applications
5. la chimie et ses applications
6. la zoologie
7. l'ethnologie.

Dans les années 38-39 à 43-44, les demandes de ce que nous appelons aujourd'hui "d'expertises" se multiplient et se précisent.

L'empire avait encore toute son importance et les sciences, plus différenciées, devaient être l'outil indispensable à sa mise en valeur dûment "dirigée".

C'est d'ailleurs *l'époque des sciences appliquées*, au CNRS encore tout jeune, comme pour la recherche coloniale.

Entre 1940 et 1943, toute une série d'instituts spécialisés sont créés, IRCA, IRHO, IFAC, etc., avec des centres d'expérimentation sur place. Des programmes de recherches sont mis en œuvre, en cartographie et géologie, halieutique (pêches coloniales), botanique, etc. Des "services de recherches" sont installés en Indochine, à Madagascar, en Afrique. Si l'IFAN avait été créé en 1936 à Dakar avec comme premier responsable Albert Charton, plusieurs sections spécialisées seront mises en place plus tard, ethnologie en 1941, botanique en 1942.

2. LES RÉPONSES SCIENTIFIQUES : DES SCIENCES "ASSOCIÉES" AU "DIALOGUE DES SCIENCES"

L'histoire de l'ORSC devenu ORSOM puis ORSTOM en 1953 se confond ensuite plus ou moins avec *l'histoire des sciences touchant aux réalités tropicales*. On a vu que les péripéties institutionnelles ont été fort nombreuses depuis les années 20. En fait, tous les acteurs concernés, les administrations locales, les services techniques, les responsables métropolitains — politiques et scientifiques —, les chercheurs et ingénieurs eux-mêmes — à travers leurs associations —, ont cherché à proposer des solutions et à formuler les façons d'y aboutir.

On peut distinguer, en bref, quatre phases : d'abord la période de *l'agronomie*, comme *seule science "utile"* concernée ; puis celle des *centres régionaux de recherche*, pôles aux disciplines variées, surtout naturalistes ; ensuite la période de la communauté de "terrain" entre de nombreuses disciplines, tant naturalistes que de sciences humaines ; enfin la phase récente, celle de la pluridisciplinarité, voire parfois de la transdisciplinarité, comme méthode d'approche adaptée aux *réalités complexes*.

La lecture des textes et rapports de cette époque (1931 à 1943 notamment) montre que les sciences, bien que de mieux en mieux *différenciées et identifiées* avec leurs domaines et leurs *méthodes spécifiques*, étaient souvent considérées dans leur *globalité*. Toute connaissance nouvelle sur des mondes largement méconnus était intéressante à consigner. Mais la première "programmation scientifique" élaborée sera celle de *l'agronomie* dans son rapport le plus étroit avec l'amélioration et la diversification de la production agricole. Il fallait surtout "produire" plus et mieux.

A côté de ces recherches estimées par les responsables politiques comme, plus directement et surtout plus rapidement, "utiles" et applicables, *des recherches de "longue haleine"* dans des domaines plus *descriptifs* — botanique, zoologie, sciences de la terre, etc. — pouvaient dans une certaine mesure être entreprises.

Dès cette période, la notion de *pôles scientifiques* à vocation régionale, AOF, AEF, Indochine, etc., est évoquée mais dans une perspective *d'accumulation* des connaissances dans chacune des spécialités représentées, en parallèle.

La création puis la consolidation de l'ORSC puis de l'ORSOM va conduire à une véritable *organisation de la recherche pour et dans les territoires d'Outre-Mer*, préfigurant ce que nous appelons aujourd'hui le "partenariat".

Le professeur Raoul Combes rappelle dans son rapport de 1953 que l'ORSTOM est dans la mouvance des idées émises dès 1931 et surtout 1937, lors des congrès évoqués précédemment. Ces vœux étaient de :

- créer en France un organisme particulier susceptible de donner *l'impulsion nécessaire aux services scientifiques de la France d'Outre-Mer* (c'est-à-dire sur place) ;

- charger cet "Office" de recruter et de former *spécifiquement* des chercheurs et des techniciens ;
- assurer un *statut stable* à ces chercheurs pour maintenir leur intérêt pour l'Outre-Mer (en vue de les "attacher" mieux au terrain) ;
- créer des *centres de recherches dans les pays d'Outre-Mer*.

On ne retracera pas ici toute l'évolution scientifique de l'ORSTOM mais ce qui semble important pour notre propos, c'est la création au même moment des "comités disciplinaires", plus tard désignés sous le vocable de "comités techniques", chargés du *suivi scientifique* de l'Office, recrutement des chercheurs, *évaluation, programmation des recherches, affectations, publication des résultats*.

C'est de cette époque, de 1945 à 1953, puis jusqu'aux années 60 que sont construits et équipés la plupart des centres de recherche Outre-Mer :

IDERT Adiopodoumé (Côte-d'Ivoire)
 (Institut d'enseignement et de recherches tropicales)
 IRT Lomé (Togo)
 IRCAM Yaoundé (Cameroun)
 CRT Fort-Lamy (Tchad)
 IEC Brazzaville (Congo AEF)
 IRSM Nosy Bé, Tananarive (Madagascar)
 Centre de pédologie de Hann, Dakar (Sénégal)
 etc.

C'est à partir de ces véritables "bases" à la logistique sûre (laboratoires, garage) que sont menées les recherches de terrain, les *fameux "inventaires"*, les cartes, les relevés, les flores, les monographies, etc., qui ont fait la renommée première de l'ORSTOM.

Jusque-là, chaque science menait ses enquêtes séparément. L'installation des *centres de recherches Outre-Mer*, point de départ et d'arrivée des missions sur le terrain, a vite provoqué une véritable *découverte des sciences les unes par rapport aux autres*, tous ces spécialistes, jeunes pour la plupart, étant à la fois isolés de par leur spécialité et poussés à partager des moyens communs de recherche (bureaux et laboratoires, véhicules, etc.). Les pédologues et géologues ont travaillé auprès d'hydrologues et de botanistes ; les géophysiciens ont conversé avec des géographes et des ethnologues ; les hydrobiologistes ont rencontré des climatologues et même des archéologues, toutes ces rencontres ayant suscité une *"culture" propre de la recherche ORSTOM* faite pour l'essentiel de la *"reconnaissance" d'approches différentes*.

Cette incitation à ce qui ne s'appelait pas encore la "multidisciplinarité", notamment entre les sciences "dures" et les sciences de l'homme, est formulée dès les débuts de l'ORSTOM. La pratique viendra ensuite.

En 1953, le secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer, le docteur Aujoulat, écrivait au professeur Raoul Combes, directeur de l'ORSTOM : « Les fructueux résultats obtenus par l'ORSOM dans les domaines où il a fait porter ses efforts [surtout la pédologie, la génétique, la botanique] m'incitent à penser qu'il y aurait grand intérêt à

faire profiter plus largement les *sciences humaines* de l'expérience acquise et de l'organisation mise au point.

En effet, des projets *d'enquêtes très concrètes* m'ont été soumis par des chefs de territoires. Ces projets ressortissent à différentes disciplines : démographie, géographie humaine, ethnographie, linguistique, psychologie sociale, économie, sociologie [cela, c'est très nouveau à l'époque].

C'est pourquoi je suis persuadé que le moment est venu d'orienter plus exactement l'ORSOM vers ce domaine capital pour notre politique de l'Union française. »

C'est le gouverneur Hubert Deschamps qui assumera un peu après la "direction des Sciences humaines" de l'ORSTOM et gèrera le développement important de ces programmes nouveaux (Hubert Deschamps sera aussi professeur d'histoire de l'Afrique à la Sorbonne et le promoteur de "l'ethnohistoire", une de ces disciplines atypiques suscitées en partie par l'ORSTOM).

On voit que les responsables — politiques et scientifiques — avaient perçu dès les années 40-50, au travers des *problèmes complexes* comme ceux de la santé publique ou de la mise en valeur des espaces ruraux, que les sciences "physiques" (sciences de la terre, de l'eau, du climat), les sciences "biologiques" (botanique, zoologique, entomologie agricole, nématologie, entomologie médicale, etc.) et les sciences "de l'homme" (géographie, démographie, ethnologie, histoire archéologie, économie, sociologie, etc.) *devaient se parler, se concerter, se compléter, se questionner même.*

Mais cela était-il possible facilement ? En fait, non.

A l'ORSTOM, c'est la *pratique scientifique du "terrain"*, le quotidien des laboratoires et des missions en brousse, et la fréquentation des disciplines diverses dans ces centres éloignés de la métropole qui a forgé peu à peu et par "osmose" cette sensibilité réelle à la multidisciplinarité.

Pour terminer, je voudrais évoquer en quelques mots ce que recouvre cette notion de multidisciplinarité ou de transdisciplinarité à l'ORSTOM.

En réalité, depuis toujours et aujourd'hui encore, un chercheur scientifique valable, compétent et reconnu ne peut être que *très précisément spécialisé*. Le bon scientifique est un "expert pointu" dans sa discipline, cela nous le savons tous.

Ce que l'ORSTOM a contribué à faire apparaître, dans ses centres Outre-Mer notamment, ce sont les *frontières "poreuses" des disciplines* et parfois des *disciplines nouvelles*. Les réalités complexes du terrain où la géographie doit étudier de nombreuses données pour caractériser les paysages, où l'agronomie doit tenir compte des enquêtes des ethnologues à propos des comportements traditionnels des paysans, où le biologiste doit avoir recours au botaniste, etc., ces réalités multiformes incitent à aller voir toujours *un peu plus loin que les bornes habituelles de chaque discipline*. Il faut consulter d'autres spécialistes, modifier

ses propres approches en fonction d'autres données, tout aussi scientifiques mais différentes.

La leçon est que *tout est beaucoup plus compliqué* qu'il apparaît.

Or, l'ORSTOM est, à cet égard, non seulement un lieu de tensions fortes et de multiples contraintes comme le soulignait récemment le CNER, mais aussi et *peut-être n'est-ce pas par hasard*, ceci expliquant cela, un *creuset où s'élaborent des dynamiques originales* – l'étude des liaisons sol, eau, plantes, atmosphère, ou l'étude archéo-anthropologique des milieux pour ne citer que ces exemples – *issues de rencontres qu'on n'aurait pu faire vraiment ailleurs*.

Ce *dialogue des sciences* se poursuit aujourd'hui avec nos partenaires du Sud devenus des acteurs à part entière, nos maîtres mots étant, outre *l'excellence de la science et des sciences*, un *partenariat réel et une coopération continue*.

L'ORSTOM, on le voit, né d'une *longue réflexion* et de beaucoup d'essais oubliés, a évolué dans un entrelacs de nécessités pas toujours bien en harmonie, mais il est toujours là, il se transforme et il *s'adapte* au prix d'efforts constants.

Au total, l'ORSTOM reste un espace institutionnel particulièrement utile *au partage scientifique* revendiqué à juste titre par les acteurs du Sud. L'ORSTOM reste aussi un lieu tout à fait original et unique pour ce qui touche au *dialogue des sciences entre elles* à propos des *réalités mouvantes et complexes* des régions tropicales.

Cela explique probablement pourquoi les orstomiens sont si attachés à leur maison et croient en son avenir.

DISCUSSION

M. DURAND-RÉVILLE. — J'ai quatre-vingt-dix ans et cinquante ans d'Afrique où j'ai créé vingt-cinq mille emplois et quinze entreprises. Je suis donc un homme d'affaires et je suis particulièrement intéressé par les résultats de la recherche. La première chose que je voudrais dire et qui justifie mon intervention, c'est ce qui a été dit par M. Levallois et répété par vous, Monsieur, que l'ORSTOM a beaucoup de qualités, beaucoup de génie même puisque vous vous êtes attribué du génie, vous avez bien de la chance, mais il y a un génie que vous n'avez pas, c'est celui de faire connaître les travaux auxquels vous procédez, car ils sont terriblement confidentiels et je me réjouis des documents qui nous ont été distribués et dont, malgré ma cécité, je vais essayer de prendre connaissance pour avoir une idée plus précise des résultats concrets et de la contribution effective des travaux de l'ORSTOM au développement des pays tropicaux et des pays en voie de développement. Alors je vais résumer cela pour n'être pas trop long en trois ou quatre petites questions d'aspect un peu sordide.

Première question : comment devient-on chercheur de l'ORSTOM ? Je crois, si j'ai bien compris, qu'il y a trois cents chercheurs groupés au sein de l'ORSTOM, ou environ. Si j'avais envie de devenir chercheur à l'ORSTOM, pourrais-je arriver et dire que je voudrais faire des études sur le développement de la culture florale en milieu tropical et demander à faire partie de l'ORSTOM et en devenir un chercheur. Comment serai-je reçu, serai-je reçu ou bien me laisse-t-on choisir la discipline dans laquelle je veux chercher ou est-ce que, pour pouvoir être admis à l'ORSTOM, faut-il que la recherche que je me propose de faire entre dans un programme ?

Seconde question : qui donc établit les programmes ? L'ORSTOM a-t-il des programmes et est-il possible de sortir de ces programmes et est-ce que ces programmes sont revus périodiquement de telle façon que l'on sache quelles sont les limites scientifiques ou technologiques dans lesquelles il est possible de travailler à la recherche dans le cadre de l'ORSTOM ?

Et, enfin, une troisième question toute simple : je voudrais que l'on me dise, que l'on me donne un ou deux exemples des retombées pratiques contribuant au développement de pays en voie de développement qui résultent des travaux de l'ORSTOM, de tel ou tel travail de l'ORSTOM. Parce que ce dont j'ai un peu peur, je ne vous le cache pas, c'est que l'ORSTOM, comme beaucoup d'organismes scientifiques que j'ai connus au cours d'une vie qui, tout de même, s'étend sur quatre-vingt-dix ans maintenant, j'ai un peu peur que cet organe trouve sa finalité en elle-même. Vous voyez ce que je veux dire. Dans ce que vous

nous avez dit tout à l'heure, j'ai remarqué combien c'est précieux pour ces chercheurs d'enrichir leur propre connaissance en vue d'une pluridisciplinarité, c'est merveilleux. C'est très bien pour eux, mais est-ce que c'est bon aussi pour l'efficacité de la recherche et pour les retombées de développement sur les pays en voie de développement ?

Enfin, est-ce que, et ne voyez pas de mal à cela, est-ce que comme le CNRS, l'ORSTOM est examiné par la Cour des Comptes chaque année ? Merci.

M. LEVALLOIS. — Avec votre permission, Madame la présidente, je vais demander à Gérard WINTER, directeur général de l'ORSTOM, de venir à côté de moi parce que je suis persuadé que des questions aussi pertinentes et aussi précises posées par M. Durand-Réville pourront utilement être complétées par lui.

Très rapidement, nous avons mille chercheurs à l'ORSTOM et non pas trois cents. Trois cents était le chiffre que j'ai donné à l'issue de la première phase de l'ORSTOM, c'est-à-dire en 1960. Aujourd'hui, c'est mille chercheurs et techniciens.

Pour ce qui est des recrutements, aujourd'hui les chercheurs sont recrutés par concours et c'est peut-être sur ce point que le directeur général pourra vous donner quelques informations. Je le laisserai parce que les recrutements se font aussi en liaison avec des programmes et avec des décisions de commission. Gérard Winter vous en parlera.

L'utilité de la recherche : je crois que nous pourrions vous donner, en effet, un certain nombre d'exemples, je vous en donne un, Gérard Winter vous en donnera d'autres. Nous venons de publier l'année dernière un livre qui s'appelle *Fleuves et rivières de Madagascar*, qui est un livre de cinq cents pages dans lequel vous avez la carte d'identité de toute l'hydrologie de la Grande Ile. C'est un document qui est d'un intérêt considérable et immédiat pour tout aménageur, agriculteur, personne voulant construire des routes, des ponts pour savoir comment les dimensionner, les radier. C'est immédiatement utilisable. La gestion du fleuve Sénégal actuellement est faite sur la base de toute l'hydrologie ORSTOM. On a construit un barrage, le barrage de Diène, celui de Manantali. La gestion hydrologique du fleuve Sénégal est faite avec les travaux des chercheurs de l'ORSTOM. L'éradication de l'onchocercose dont je parlais tout à l'heure, c'est directement et c'est actuellement des chercheurs de l'ORSTOM qui sont en permanence à Bobodioulasso et qui, je dirai, pilotent, évaluent, surveillent, suivent cela. Rien de tout cela n'aurait pu être fait sans cette recherche très directement. Il n'y a pas que l'ORSTOM, mais c'est vraiment un exemple très précis.

Et votre dernière question, de façon à laisser Gérard répondre plutôt sur les programmes et les recrutements, je dis que la Cour des Comptes ne fait, dans aucun organisme, de revue annuelle. Elle le fait de façon aléatoire comme on dit. Nous avons eu notre rapport audit de la Cour des Comptes en 1991, nous venions de prendre nos fonctions, et nous avons eu depuis l'audit du CNER qui a duré trois ans. En

tout cas, je vous rassure sur le plan financier et comptable, nous avons été auditionnés, examinés, soupesés, vérifiés et, à ma connaissance, la presse n'a pas fait état de turpitudes, on n'a pas trouvé de cadavres dans le placard.

M. WINTER. — Oui, je voudrais compléter aussi sur ce point-là parce qu'à certains égards, toujours en défendant la maison, on pourrait dire qu'on est génial puisque nous devons appliquer la comptabilité publique française dans des milieux qui en sont tous bien éloignés. Mais cette comptabilité publique française, on l'applique avec des chercheurs de l'ORSTOM qui ne sont pas faits pour cela, mais nous n'avons pas les agents comptables et les spécialistes de la comptabilité publique suffisants. Et pourtant l'ORSTOM auditionnée par la Cour des Comptes sur dix années n'a rien trouvé, à part des choses qu'il fallait corriger bien sûr, mais rien d'anormal ni de malhonnête et donc on a une gestion qui est faite par des chercheurs non professionnels de la comptabilité publique dans des conditions difficiles qui donnent lieu à des ajustements de quelques dizaines de francs au bout de dix ans. Je voudrais souligner cet aspect qui fait partie du génie de l'institution. Je voudrais dire une deuxième chose sur les recrutements.

Maintenant, ce n'était pas vrai il y a quinze ans, maintenant nous avons un statut identique à celui du CNRS, de l'INRAN, du CERN, nous recrutons nos chercheurs par concours au niveau de la thèse. Et ces concours sont fléchés en fonction d'une politique scientifique qui est discutée par nos commissions, nos départements et le conseil scientifique, et qui tient compte, comme l'a expliqué Perrois, de la demande spéciale que nous rencontrons sur le terrain.

Ceci dit, je pense que certaines de vos observations sont vraies. L'ORSTOM ne diffuse pas assez bien, ne communique pas assez bien et doit encore progresser, c'est un de ses points sensibles, dans le transfert vers ceux qui sont capables d'utiliser ses résultats. Mais j'ai entendu comme tous à l'ORSTOM des dizaines de fois ce genre de remarque. Est-ce que l'ORSTOM sert à quelque chose ? Est-ce que l'ORSTOM diffuse bien ses résultats ? Je voudrais dire que les connaissances de l'ORSTOM ont été utilisées et pillées par toutes sortes de personnes. Quand j'étais en Afrique avec des personnes comme Perrois, on voyait débarquer sans arrêt dans les centres ORSTOM des gens de toutes les sociétés d'intervention que la France avait créées, les bureaux d'étude, la secte, tous se précipitaient à l'ORSTOM, lisaient les rapports, prenaient les données, les mettaient dans leurs rapports personnels qu'ils vendaient en soulignant quand même qu'ils les avaient trouvées à l'ORSTOM, mais toute cette connaissance de base qui a été utilisée et qui continue d'être utilisée en permanence. Donc il s'agit d'une utilisation indirecte, en dehors de l'ORSTOM, qui est diffuse, quotidienne, et qui n'en a pas moins son importance. L'exemple des monographies hydrologiques est très bon. Tout ce que les hydrologues apprennent sur un pays, son eau, les rivières, les débits a ensuite mille et une applications en matière d'urbanisme, d'irrigation, mais pas forcément par l'ORSTOM. Je voudrais dire aussi pour terminer qu'au-delà de cette accumulation de connaissances utilisées par les dévelop-

peurs, il y en a une autre : dans certains domaines, nous avons obtenu des résultats innovants, suffisamment innovants et importants pour changer un certain nombre de choses dans des régions ou par rapport à tel problème. La semaine dernière, je présentais une communication à l'Académie des Sciences pour le cinquantenaire de l'ORSTOM et, à part une brève introduction sur l'histoire de l'ORSTOM et une brève conclusion un peu analogue à celle du président, j'ai exposé trois exemples de résultats fondamentaux de l'ORSTOM pour changer la face des choses. Il y en a un qui est sur l'onchocercose où des milliers d'hectares ont été rendus à la culture. Il y en a un autre sur la pêche où l'on a montré comment des bancs de poissons, en fonction de certains mécanismes qu'on a explicités, disparaissaient ou réapparaissaient, ce qui fait que les flottilles de pêche et les industriels sont particulièrement intéressés, apparaissent ou disparaissent dans des endroits qu'on ne soupçonnait pas. Troisièmement sur la fertilité des sols, c'est-à-dire l'infiltration de l'eau dans les sols et on a eu des résultats extrêmement importants par conjonction de la pédologie et de l'hydrologie et sur toute la fixation de l'azote de l'air par les plantes, ce qui permet de ne pas utiliser les engrais.

M. DURAND-RÉVILLE. — Vous m'avez tout à fait convaincu, mais ce que je me demande, c'est comment il se fait que le produit industriel brut de l'Afrique n'évolue pas d'une façon très saine.

M. CROUZET. — Jeune ingénieur, j'aurais bien aimé disposer dans les années 1930 de votre livre hydrologique parce que j'ai dû calculer beaucoup d'ouvrages un peu au doigt mouillé. Nous aurions également aimé disposer de certaines de vos études ethnographiques parce que nous avons fait quelques fois des travaux qui n'ont pas été adoptés par les populations. Par conséquent, je rends hommage au travail. Par contre, je me demande si ce travail a pénétré assez les organismes qui s'occupent du développement. J'ai eu tout récemment, au cours de mes dernières vacances au mois d'août en Afrique, l'exemple d'un projet qui, du point de vue conception agricole, était tout à fait valable, mais qui, dans ses dispositions financières, se détruisait lui-même. Par conséquent, je me demande si vos études et vos acquis ont assez pénétré les organismes qui se consacrent au développement.

M. LEVALLOIS. — Ce que je dirai, Monsieur, c'est que nous avons fait un effort important depuis dix ans maintenant qu'on a encore intensifié ces dernières années pour au moins faire savoir aux responsables du développement, qu'ils soient publics ou privés, qu'il s'agisse d'ONG ou de bureaux d'études, que nous faisons des études, que nous existions, qu'il y avait des travaux, on a organisé des conférences-débats, on a fait des rapports grand public que nous diffusons et nous les invitons à toutes les manifestations comme celle-ci, au moins qu'ils sachent que cela existe. Mais les gens sont très pris. Souvent on nous a dit que c'était intéressant, mais que l'horaire de la conférence ne convenait pas, etc. Mais je crois tout de même qu'aujourd'hui et nous avons conçu ce cinquantenaire comme une occasion exceptionnelle pour faire connaître, non pas seulement pour dire qu'on est génial, mais pour que la communauté française sache que la France consacre

un milliard de francs chaque année à cet organisme et que ce sont des choses qui peuvent être utiles à tous ceux qui sont concernés par le développement. Et nous nous sentons, à ce point de vue là, tous mobilisés et le directeur général l'a dit, je l'ai dit aussi, on a encore à faire parce qu'il faut aller plus loin, il faut que la télévision intervienne, il faut trouver des modalités et puis il faut qu'il y ait un certain appétit aussi. On ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif et, dans certains cas, les ânes n'ont pas soif d'information.

M. BLANCHET. — Il serait peut-être intéressant pour nous que l'état-major de l'ORSTOM nous précise si dans les années récentes ces implantations, ces actions, ces interventions Outre-Mer ont pu être contrariées, voire torpillées intégralement du fait des situations locales, soit financières, soit politiques, soit concernant la sécurité.

M. LEVALLOIS. — Je voudrais répondre brièvement à cette question de fond que je vous remercie de poser, monsieur Blanchet. Ce que j'ai envie de dire d'abord, c'est que l'ORSTOM a résisté et je crois qu'on peut rendre hommage, je voudrais le faire et on l'a fait souvent, au sang-froid et au courage, c'est plus que du courage, c'est une espèce de conviction profonde des orstomiens qui finalement considèrent encore maintenant que ce soit au Cameroun où il y a eu des incidents, ils ont parfois été menacés, mais ils disent que cela fait partie des choses, que c'est l'Afrique. Il y a une espèce de qualité des orstomiens qui sont accrochés à leur terrain comme les laminaires d'Aimé Césaire sur leur rocher. C'est extraordinaire ! Avec une modestie en même temps tout à fait étonnante. Ce qui explique que, dans la plupart des pays où souvent cela bouge, même en Côte-d'Ivoire où à Abidjan la sécurité est grande, eh bien ils font leur travail. Nous n'avons eu qu'un seul drame qui est celui de Brazzaville, qui n'était en aucune façon dirigé contre l'ORSTOM, on s'est trouvé au cœur de la guerre civile. Donc, pendant quinze jours, nous n'avons pas pu physiquement aller au centre où les orstomiens allaient régulièrement en relevant le col et en rasant le sol pour éviter de se faire accrocher. Et puis il y a un moment où cela fut impossible. Là, le centre a été détruit. Malgré tout, d'une façon générale, on peut dire que l'ORSTOM a continué à fonctionner.

Deuxième aspect, les difficultés politiques qu'on a connues après les indépendances en particulier à Madagascar ou dans certains pays, c'est complètement dépassé aujourd'hui et les gouvernements africains et les communautés scientifiques africaines sont nos plus fermes appuis et nous demandent beaucoup. Donc, on n'a pas de difficultés avec eux.

M. SALMON. — Je voulais simplement faire une petite intervention à propos de l'ethnohistoire de l'Afrique. J'allais dire quand même qu'il s'agit là d'un débat franco-français parce qu'en réalité ce débat n'a pas eu lieu dans les autres pays ; seulement je suis belge et titulaire d'une chaire d'histoire de l'Afrique, et n'ai jamais gêné mes collègues. Ici, il y avait, je crois, en France l'existence d'historiens positivistes qui se sont manifestés, chose étrange dans les Annales, mais ce que je voulais dire c'est que si vous prenez les Etats-Unis ou le Canada, aux Etats-Unis dans le Wisconsin un Belge, Jan Van Sina, a créé une école

qui fait florès et Bogumil Josef Civioui par exemple au Québec travail également dans ce sens, je crois que c'est très enrichissant et je partage tout à fait vos idées, mais je voulais vous faire remarquer que Hube Deschamps était quand même, je crois, dans le vrai.

M. BIFFOT. — En tant qu'ancien ORSTOM, membre associé actuel de l'Académie, ancien doyen de la Faculté des lettres, ancien vice-recteur, ancien recteur, ancien directeur général chargé de l'enseignement supérieur en Afrique et finalement ambassadeur du Gabon auprès de l'UNESCO puis auprès de l'ONU et de l'OUA, je suis à la retraite, j'apporte le témoignage suivant : dans l'éventail des travaux qui ont été réalisés en Afrique, et là c'est le chercheur qui parle, à ma connaissance, outre des travaux réalisés par des administrateurs qui ont œuvré sur le terrain et qui connaissaient très bien les populations aucun autre travail, aucuns travaux de chercheur métropolitain n'ont eu, n'ont obtenu cette profondeur et ce discernement du réel tels les travaux de l'ORSTOM. Je le dis et celui qui veut la contradiction, je suis prêt à discuter avec lui.

Pourquoi cela ? Parce que, et c'est cela qui a toujours fait l'originalité de l'ORSTOM, non pas que ces chercheurs aient été plus intelligents ou aient possédé des quotients intellectuels plus forts, non. Parce que l'ORSTOM a compris le secret de la réussite dans la recherche : le travail sur le terrain. Prenez vos chercheurs, placez-les là. Ils connaissent très bien, ils font du bon travail de terrain. J'ai toujours opposé et je l'ai dit, en 1967, à un colloque à l'Université de Yaoundé qui était organisé par l'UNESCO, je commençais à cette époque à me rebeller à l'encontre de tous ces chercheurs que j'appelle des pèlerins scientifiques, qui viennent en Afrique, l'espace quelquefois de deux avions, vont piller les travaux de l'ORSTOM, font payer par des Etats africains ces travaux, ce pillage, ce qui est horrible sur le plan de la morale intellectuelle et scientifique et à cet effet conformément à mes habitudes je vais citer ici un cas. Doliveau Pras fut invité par le gouvernement gabonais à faire des travaux au Gabon. Toute la partie hydrologique, et je peux le prouver, ce sont des travaux du service hydrologique de l'ORSTOM. Toute la partie pédologique, ce sont les travaux de Châtelain. Toute la partie sociologique : quand j'ai vu le travail, je me suis posé des questions, c'étaient d'un bout à l'autre mes travaux, mais là où ils se sont trompés, c'est qu'en Afrique il y a des latrines et quand on parle de "Réservé à la toilette", c'est juste pour se baigner et eux ils ont mis "W.C.", ce qui est énorme ! Alors là, vous voyez ! Je pourrais dire beaucoup de choses, l'ORSTOM a été pillé et actuellement il y a des pays africains et je sais qu'au niveau du Gabon, ils ne savent pas trop comment reprendre, mais je sais par des chercheurs et des universitaires gabonais qu'on cherche à renouer les liens. Il y a eu des problèmes entre l'ORSTOM et le CNRS. Qui domine l'autre ? Des chicanes vulgaires. Il faut voir qui travaille le mieux et aucun travail en Afrique ne peut être réalisé, peu important les diplômes de l'individu, peu importe sa compétence, s'il ne consacre pas au terrain un temps minimum. Merci.

M. SCHMID, ancien de l'ORSTOM. — Je me félicite de ce que M. Perrois ait rappelé justement le rôle très important des centres de recherche Outre-Mer dans les progrès de l'ORSTOM dans le développement de ses recherches. Il est intéressant de souligner que ces centres de recherche Outre-Mer en ce qui concerne les relations multidisciplinaires extrêmement précieux et que l'atmosphère est tout à fait particulière étant donné que nous sommes non seulement entre chercheurs de différentes disciplines vivant très proches les uns des autres et en plus nous sommes un petit peu, même quand nous sommes en Nouvelle-Calédonie, parfois un peu des exilés confrontés à un milieu qui est nouveau pour nous, que nous cherchons à découvrir et cette situation justement d'interrogation permanente et aussi de sentiment, quand même que nous ne sommes pas complètement en sécurité peut-être, nous rapproche les uns des autres et nous conduit à collaborer d'une manière très efficace. Je m'en suis rendu compte à Nouméa en particulier. Actuellement, je fréquente le Museum. Le Museum c'est une structure multidisciplinaire, il y a d'innombrables disciplines au Museum, mais essayez au Museum d'avoir des contacts avec les sciences sociales, je suis en botanique, les sciences sociales se passent du côté du Trocadéro, que voulez-vous y faire !

Je regrette que M. Levallois n'ait pas suffisamment insisté sur la politique de l'ORSTOM en ce qui concerne le maintien ou les problèmes de transfert de ces centres Outre-Mer. En ce qui concerne l'Afrique, nous sommes interrogés : est-ce que ces transferts étaient indispensables ? Je pourrais demander à Monsieur l'ambassadeur. Est-ce que ces transferts ont été des transferts d'administration nationale africaine ? Est-ce qu'ils ont été vraiment réclamés par ces administrations ? Est-ce qu'ils étaient vraiment souhaités, même s'ils étaient réclamés, et est-ce que, d'un autre côté, nous n'avons pas un peu poussé justement à ces transferts ? Ne sommes-nous pas un petit peu en partie responsables ? Parce que l'existence de centres indépendants, complètement indépendants, je ne dis pas relevant de Paris, mais ayant quand même une certaine indépendance par rapport aux autorités locales, est un facteur qui me paraît positif, non seulement pour la recherche française, mais pour la recherche africaine. Les Africains venant dans nos centres se sentent libres et ils sont libérés de toute préoccupation en ce qui concerne certains aspects qui ne sont pas négligeables, servitudes politiques ou autres qui peuvent freiner leur travail.

Il est certain qu'actuellement beaucoup de ces centres ont été transférés, je ne suis pas sûr que pour la recherche de l'ORSTOM en Afrique le résultat ait toujours été positif, certains ont été maintenus peut-être, je l'ignore, donc actuellement nous nous appuyons en ce qui concerne la recherche tropicale principalement sur les centres dans les territoires français que nous avons encore Outre-Mer, à savoir tant à Cayenne qu'à Nouméa et qu'en Polynésie aussi et peut-être à la Réunion, peut-être aux Antilles.

Une autre question que je voudrais poser directement à M. Levallois, c'est une affaire qui nous préoccupe depuis assez longtemps. A

l'ORSTOM, nous avons mille chercheurs, un peu plus, c'est considérable, mais ce n'est pas énorme. Il est certain que si nous nous redéployons à l'échelle mondiale, M. Levallois a insisté sur le fait de l'intérêt des contacts entre des pays en voie de développement d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, c'est certain. Mais est-ce qu'il n'y a pas un risque quand même de dilution ? Assez récemment, l'ORSTOM a beaucoup reporté son effort sur l'Amérique, en Amérique latine bien sûr, certains d'entre nous avaient un peu le sentiment que nos chercheurs étaient un peu perdus au contact de centres scientifiques extrêmement puissants où les Américains étaient extrêmement présents.

En Afrique, au contraire, on a l'impression, et c'est très bien de dire, que l'on va chercher le soutien d'institutions étrangères pour maintenir notre effort en Afrique, mais la situation de l'Afrique fait que la francophonie, l'habitude des longues relations avec la France et, d'autre part, les difficultés économiques que connaît l'Afrique n'encouragent pas tellement les étrangers à soutenir notre action en Afrique. Il y a quand même un peu un abandon de l'Afrique qui est préoccupant s'agissant des problèmes que connaît ce continent. Alors moi je suis un Asiatique, évidemment je plaiderai un peu non pas pour le redéploiement en direction de l'Amérique latine, mais plutôt de l'Asie où les conditions sont quand même assez différentes. Nous avons à faire à des structures scientifiques des institutions déjà actives, bien organisées, mais qui manquent de moyens humains et où la pression (j'ai été un peu en Indonésie), je pense au Vietnam, je pense que dans des pays qui étaient très proches du nôtre, il n'y a pas si longtemps, et qui cherchaient actuellement à se rapprocher et je pense que là il y a quand même un effort considérable à faire. Si M. Levallois peut recruter cinq cents chercheurs de plus pour l'Asie, ce sera parfait, mais du point de vue budgétaire l'opération n'est peut-être pas évidente, en tout cas pas immédiate.

M. LEVALLOIS. — Bien volontiers. Je crois que les questions de M. Schmid sont importantes et méritent qu'on y réponde. Je partirai de sa dernière question concernant l'Afrique. Je crois qu'avec Gérard Winter c'est ce que nous avons dit à l'ORSTOM depuis six ans maintenant. Au début, on a parlé de priorité à l'Afrique quand Jacques Peltier était ministre de la Coopération, car, à l'époque, on voyait se dessiner à l'ORSTOM un glissement, un départ de l'Afrique en faveur de l'Amérique latine et en faveur des départements et territoires d'Outre-Mer. C'est tellement plus confortable d'aller faire de la recherche en coopération à la Réunion ou dans des départements français ou des territoires qui dépendent de la République française, mais ce n'est pas de la coopération. Donc nous avons réaffirmé, à l'époque, priorité à l'Afrique. Et on a stoppé, je crois, cette dérive qui aurait fait qu'on aurait eu tous les effectifs de l'ORSTOM qui auraient pu être avalés par le Brésil et le Mexique sans avoir beaucoup plus de visibilité d'ailleurs que maintenant. Aujourd'hui, je dirai qu'il n'est plus question de priorité à l'Afrique, mais il est question de fidélité à l'Afrique. L'ORSTOM ne peut pas abandonner, ce serait absurde, un arbre ne peut se développer que s'il garde ses racines. Et s'il n'y a pas opposition entre une

présence forte en Amérique latine ou en Asie et le maintien de nos racines en Afrique. Donc l'objectif c'est cela : c'est fidélité à l'Afrique. Les raisons géopolitiques, je ne m'y attarderai pas, mais la France ne peut pas, et c'est en tout cas et je l'ai dit dans mon allocution tout à l'heure, la France ne peut pas abandonner, tourner le dos à l'Afrique, c'est une imbécillité, c'est une erreur scientifique et politique et je dirai que l'ORSTOM n'a pas envie de le faire et les orstomiens n'ont pas envie de le faire. Donc il faut le réaffirmer.

Alors nous nous retrouvons devant une chance quand même fantastique. Nous avons en Afrique des chercheurs africains qu'on a formés, on a des centres qu'on a transférés et je crois qu'on ne pouvait pas ne pas faire ces transferts. Certains ont été une grande réussite. Le CRA d'Abidjan, le CRO d'Akartyaroi qui connaît quelques petites difficultés aujourd'hui, mais qui n'en connaît pas ? C'est un problème de directeur dépendant. Le CRA de Dakar a très bien fonctionné. Le CRA d'Abidjan a démarré magnifiquement et, du coup, il a obtenu des financements que nous n'avions pas pu avoir, nous, auprès de la Communauté européenne dès l'instant où il a été pris en charge par les Ivoiriens, et pourquoi ? Parce que le directeur actuel qui est ivoirien a été formé, il est plus orstomien que vous et moi, et parce que nous avons signé un accord de coopération scientifique et financier avec cet institut.

Cela veut dire que dans la période actuelle, car la période des indépendances est loin maintenant, il y a eu certainement des difficultés et on a appris la coopération. Je dirai qu'aujourd'hui, quand nous parlons de transfert ou de centre africain, en fait nous ne les abandonnons pas, ils deviennent des partenaires avec lesquels nous travaillons et c'est pour cela aussi, je n'en ai pas parlé, mais j'en dis un mot, que nous souhaitons et nous avons mis en place, enfin essayé de créer, nous souhaitons que les ministères de la Coopération et de la Recherche puissent prendre d'une certaine façon le relais de l'appui. On ne peut pas être partenaire et être celui qui paye. Donc on a créé et on a lancé avec l'appui des ministères une association, "Air-Développement", dont le but est précisément d'aider nos partenaires et de leur fournir des moyens qui leur permettront de travailler avec nous dans de bonnes conditions. On arrive, si vous voulez, à des constructions beaucoup plus compliquées. Avec une idée simple qui est que si l'on veut faire du partenariat, il faut un rapport d'égalité et vous ne pouvez pas créer un rapport d'égalité. Vous retombez dans le paternalisme, si sympathique soit-il. Si vous dites : « Nous allons travailler ensemble, alors voilà, je te donne les programmes, je te donne l'argent et on va travailler ensemble. » Il faut à la fois qu'on puisse définir ensemble les programmes et il faut bien qu'à un moment donné le partenaire ait une certaine liberté, liberté de crédit, liberté institutionnelle. Je crois que nous avons des réussites magnifiques et quand je disais tout à l'heure « ce capital de l'ORSTOM », c'est celui-là, c'est qu'on a réussi ce que je crois à peu près, aucun autre organisme ait réussi à créer ce type de partenariat. C'est exemplaire aujourd'hui à Abidjan, c'est exemplaire au centre que vous connaissez tous, le centre de sciences sociales de Petit Bassam qui avait été un grand centre de sciences sociales autrefois, qui était tombé

complètement, qu'on a failli fermer il y a cinq ans quand on a pris nos fonctions et il a redémarré et c'est aujourd'hui une véritable coopérative scientifique où vous avez quatre ou cinq ORSTOM qui travaillent avec quarante et plus scientifiques ivoiriens parce qu'ils trouvent là non seulement le gîte et le couvert et des ordinateurs, mais une vie scientifique forte et qui est branchée sur l'Institut des hautes études de Paris, sur des universités, voilà ce qu'on peut faire. Alors je crois que c'est beaucoup plus difficile finalement à faire en Afrique.

En Amérique latine ou en Asie, on a plutôt un problème de risque de dilution, mais en Afrique, nous avons des atouts extraordinaires qui sont ces atouts de langue et de formation et je dirai un capital d'affection et d'amitié et on peut arriver. Ce n'est pas parce qu'il y a eu le centre du Congo, je considère que c'est un drame, mais cela ne doit pas pour autant nous enjoindre à tout laisser tomber et à nous dire que l'Afrique est fichue. Ce n'est pas vrai, car, en plus, tous nos chercheurs, je vous l'ai dit tout à l'heure, pourquoi restent-ils sur le terrain et s'accrochent-ils ? Parce qu'ils sont fascinés par ce qui se passe en Afrique en ce moment, qui est un pays qui est en train de s'ébrouer, de se retrouver dans des conditions terribles parfois, beaucoup de choses manquent, mais il y a une chose qui ne manque pas, c'est la vie et la créativité et, pour la recherche, c'est fantastique. Que va-t-il se passer ? Si on part maintenant, on ne saura pas ce qui va se passer. Quand on voit la transformation de la Guinée par exemple, c'est assez ahurissant. Et dans tous les secteurs en Afrique, il se passe des phénomènes qu'il faut aller voir. Si on se contente de rester dans les grands hôtels dans les grandes villes, on est d'abord stupéfait, mais il faut aller dans les quartiers populaires des grandes villes et il faut rentrer dans les circuits de commercialisation, ce qu'ont fait un certain nombre de chercheurs et ils ont trouvé des choses tout à fait stupéfiantes, y compris des techniques commerciales, financières, qui n'ont rien à envier aux meilleures techniques des multinationales. S'il y a une raison et une utilité à la recherche, elle est là. Voilà un petit peu ce que l'on peut dire sur l'ORSTOM.

Quant aux effectifs, nous avons mille chercheurs ORSTOM et on peut en gros dire que nous travaillons avec mille chercheurs partenaires sur l'ensemble.

M. C.J. WILLARD. — M. le président, M. le directeur général, Monsieur, j'ai été très impressionné par vos exposés. Quand on a travaillé Outre-Mer, le sigle ORSTOM ne vous échappe pas. Il m'est arrivé de rencontrer certains collègues de l'ORSTOM qui, très bien choisis, ayant les diplômes requis et la bonne volonté également, se seront trouvés confrontés par exemple avec le problème suivant : ils devaient faire des conférences et puis ils ont souffert de l'absentéisme des auditeurs. Voilà un problème d'ailleurs qui n'est pas uniquement propre à l'ORSTOM. Ce que je voulais dire, c'est que l'on a fait récemment aux Etats-Unis une étude sur les deux cents entreprises mondiales les meilleures et auxquelles on décerne le prix d'excellence à partir d'un certain nombre de critères. Or, il semble que vous possédez tous ces critères et que vous devriez aussi avoir ce prix d'excellence, ce qui

confirme d'ailleurs vos propos. On peut se demander pourquoi l'ORSTOM réussit si brillamment ce qui n'est pas contestable et que pourquoi en Afrique cela va si mal ce qui est également incontestable. Ce n'est peut-être pas non plus tout à fait la faute de l'Afrique, mais peut-être y a-t-il là une voie de recherche. Peut-être faudrait-il songer à donner à vos missionnaires un cadre d'activité un peu élargi, profiter de l'audience scientifique parce que je suis tout à fait d'accord avec vous, le développement de l'Afrique passe par leur développement scientifique autonome. Peut-être faudrait-il profiter de votre acquis, de votre audience scientifique pour élargir un peu votre influence et essayer justement d'aboutir à plus de durée et plus de développement autonome dans ces pays. Merci.

M. LEVALLOIS. — M. Willard, merci des paroles aimables que vous avez eues pour l'ORSTOM. Je dirai simplement une chose et je vais avoir l'occasion de faire une communication à un colloque prochain sur ce thème-là : "L'Afrique va si mal". Je crois que ce n'est pas si évident que cela. Il paraît difficile d'affirmer cela aujourd'hui avec tout ce qui se passe, mais si on prend une attitude scientifique dans un certain nombre de domaines, et Gérard Winter va certainement compléter cela ; des études récentes ont été faites, et nous voyons l'Afrique comme allant très mal parce que nous la voyons à travers des lunettes ou des filtres, à travers un certain nombre de choses et qu'il y a des réalités africaines que nous ne voyons plus du tout parce qu'elles ne correspondent pas à nos présupposés ou à nos grilles de lecture, la notion d'économie informelle est une des notions les plus évidentes, car aujourd'hui tous les chercheurs vous disent, tous les spécialistes, il y a au moins cinquante pour cent de l'activité économique de l'Afrique qui se passe sous la table ou disons qui se passe derrière la glace, on ne le voit pas. J'aimerais que Gérard Winter en dise quelques mots parce que le groupe DIAL a travaillé là dessus et le vœu que vous formez est en partie satisfait au moins dans le domaine de l'économie.

M. WINTER. — Il faut dire avec le président qu'effectivement beaucoup voient l'Afrique avec des lunettes ou des filtres et ne voient peut-être pas toute la réalité. Ceci dit, la réalité actuelle est dramatique. On voit à un nombre de cas en matière d'alimentation, d'urbanisation, de santé qu'elle est dramatique. On peut se poser la question, on a fait des recherches et la réalité est quand même dramatique, elle ne le sera peut-être pas indéfiniment et il faut rester fidèle. Dans cinq ans, dix ans, quinze ans, cela changera peut-être et, à ce moment-là, si on est parti et qu'on ne s'occupe plus et que l'on a coupé les ponts on n'y reviendra pas. Mais c'est vrai et cela rejoint des questions qui sont posées à l'ORSTOM et qui sont des bonnes questions et des bonnes critiques et sur lesquelles il faut qu'on définisse nos priorités pour l'avenir. C'est vrai qu'à l'ORSTOM, on rejoint une question qui a été posée tout à l'heure par plusieurs, nous sommes trop dispersés dans nos priorités scientifiques et nous ne faisons pas assez connaître non seulement nos résultats, mais ce que nous savons, notre expertise. Je dis que les chercheurs de l'ORSTOM, les ingénieurs, les techniciens sont au-delà de leurs résultats publiés, indexés ou non dans des revues, ce sont

parmi les meilleurs experts du développement. Et pourtant ils ne sont pas ou ils n'influencent pas ou pas beaucoup les grandes agences de coopération pour le développement. Nous n'influencions pas beaucoup la Banque mondiale alors qu'on le devrait au moins sur l'Afrique. Nous ne savons pas bien faire cela. Nous ne savons pas bien le faire d'abord parce qu'au fond nos chercheurs, la majorité des chercheurs a été recrutée entre les années 60 et 70. Ils sont maintenant à maturité depuis quelques années, mais il y a vingt ans c'étaient encore de jeunes chercheurs qui étaient d'ailleurs bien encadrés par nos comités techniques universitaires qu'on a évoqués et on était un peu mis sous la tutelle des universités par les comités techniques. Maintenant on est arrivé à maturité, il y a des bons chercheurs, certains ont produit leurs résultats et sont prêts à aller ailleurs et c'est un moment très important pour l'ORSTOM de bien valoriser cette expérience de scientifiques qui sont de véritables experts pour le développement. Si on ne le fait pas bien, d'abord c'est parce qu'on est bien attaché à notre métier, à nos terrains, à nos disciplines et que aller convaincre la Banque mondiale qu'elle fait fausse route, il faudrait que ce soit tout un accompagnement politique français, national, européen et qu'on ne peut pas faire tout seul, ce n'est pas une politique que l'ORSTOM peut développer toute seule même si on aurait dû faire mieux.

Et puis je crois aussi que, fondamentalement, et cela explique pourquoi l'ORSTOM ne valorise pas ses résultats. Je suis intimement convaincu, parce que cette question m'obsède, de voir effectivement la richesse des connaissances, des savoir-faire, des expertises de l'ORSTOM et finalement son impact peu visible sur la scène internationale, dans l'opinion publique ou dans les résultats du développement. C'est vrai que c'est un problème. C'est vrai aussi que ce n'est que mille chercheurs, mille chercheurs pour cinquante pays et vingt-trois disciplines, c'est très peu, même si l'on arrive à se démultiplier avec des associations, des partenaires et que c'est bien plus que mille chercheurs qui, en fait, sont mille catalyseurs. C'est vrai que cela reste un peu faible. Je crois que fondamentalement les chercheurs de l'ORSTOM sont confrontés à la complexité des choses sur des terrains difficiles, des terrains sociaux, des terrains naturels extrêmement difficiles. Les chercheurs de l'ORSTOM apprennent et ils ont une très grande humilité, une trop forte humilité, mais c'est le produit de leur contact avec le terrain difficile. Et quand ils voient quelqu'un de la Banque mondiale qui ne connaît rien, qui débarque, qui dit des tas de choses, les chercheurs de l'ORSTOM sont horrifiés, mais en même temps ils ne pourraient pas dire la même chose et donc c'est une question de culture, on l'a dit et il faut que l'ORSTOM arrive à surmonter ce problème. On doit irriguer avec l'aide de nos ministères de tutelle, on doit irriguer la pensée et l'action en matière de développement même si ce n'est pas à nous, on a mal posé la question pendant longtemps, on a posé la question comme le premier intervenant et c'est une mauvaise façon. Il ne s'agit pas pour nous de dire : « Vous avez fait tel résultat, vous allez l'appliquer. » Il sera bien plus utile pour nous et c'est ce qu'on n'a pas encore bien compris, encore moins appliqué à l'ORSTOM, ayant toute

cette expérience, d'irriguer les lieux où les décisions stratégiques sur le développement se prennent.

M. CROUZET. — Tous les plans de développement qui ont été conçus jusqu'à présent résident dans le fait qu'on a toujours conçu que ce qui était bon pour les pays industrialisés serait bon pour la totalité du monde. Que je crois, j'ai de la famille ancrée aux Etats-Unis, que les Etats-Unis continuent dans cette voie. Comme ce sont eux les principaux donateurs d'aide, il sera difficile d'influencer les plans en tenant compte de la spécificité de l'homme que vous êtes en train d'étudier et de mettre en valeur.

M. LEVALLOIS. — Madame la présidente, je vous remercie beaucoup de nous avoir permis de vous parler de l'ORSTOM, pour la richesse de ce débat et je dirai pour la chaleur dans laquelle il s'est déroulé et tout simplement, au nom de l'ORSTOM, nous vous invitons à prendre une coupe de champagne et sans doute quelque chose autour de la coupe de champagne qui nous permettra de continuer peut-être des entretiens tout à fait sympathiques.

*
* *

MONDES ET CULTURES

DON F.M.

COMPTES RENDUS TRIMESTRIELS DES SÉANCES DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

TOME LIV - 2-3-4 - 1994

Savoir *Comprendre* *Respecter* *Aimer*

1 ^{er} avril	<i>Regards sur l'intégrisme depuis Dar Al Harb,</i> par Michel JOBERT	6
15 avril	Nécrologie de Raymond MAUNY	28
	Nécrologie de Jean CHABAS	29
	<i>Survol de quatre siècles entre Oyapok et Maroni,</i> par Georges CERBELAUD-SALAGNAC	30
	<i>Madagascar de la II^e à la III^e République,</i> par Raymond DELVAL	43
6 mai	<i>De l'Afrique au grand Louvre,</i> par Emile BIASINI.	66
	<i>Haïti : un singulier petit pays marqué par l'histoire,</i> par Raoul-Philippe DANAHOU	84
27 mai	<i>Hommage à Félix Éboué,</i> par Henriette DORION- SEBELOUÉ	99
	<i>Félix Éboué à l'Ecole coloniale,</i> par Gilbert MANGIN .	102
	<i>Félix Éboué, administrateur en AEF, 1908-1931,</i> par Louis SANMARCO	108
	<i>Commémoration du cinquantenaire de la mort du</i> <i>gouverneur général Félix Éboué,</i> par Gabriel LISETTE	111
	<i>Félix Éboué,</i> par Pierre MESSMER	116
3 juin	Nécrologie du pasteur André ROUX	121
	<i>Les instruments de la Coopération et leur évolution,</i> par Jean NEMO	123
17 juin	<i>Préhistoire au cœur du Brésil,</i> par Denis VIALOU	158
	<i>La femme dans les arts Luba du Zaïre,</i> par le Père François NEYT	176
7 octobre	Nécrologie de Roger BEZOMBES	196
	<i>L'île Maurice de nouveau l'étoile et la clé de l'océan</i> <i>Indien,</i> par Mme Shirin AUMEERUDDY-CZIFFRA ..	201
21 octobre	<i>Une idée géniale qui a réussi et qui est toujours d'actua-</i> <i>lité : l'ORSTOM,</i> par Michel LEVALLOIS	227
	<i>Science et société : 50 ans (et plus) de dialogue à</i> <i>l'ORSTOM,</i> par Louis PERROIS	237

C.M.S.

O.M.S.